



Wallonie



Service public
de Wallonie

DG04

DIRECTION EXTERIEURE
HAINAUT II

Rue de l'Ecluse 22
B-6000 CHARLEROI
Tél. : 071 65 48 80
Fax : 071 65 49 77

Votre contact :

Sonia MANTESSO - 071/65.49.41
sonia.mantesso@spw.wallonie.be

BRUSSELS SOUTH CHARLEROI
AIRPORT
rue des Frères Wright 8
6041 GOSSELIES

Charleroi, le

17 FEV. 2012

Nos réf : F0414/52021/UCP3/2011/19/PP/211997

Annexe : 1 arrêté de décision sur une demande de permis d'urbanisme

OBJET : Permis d'urbanisme : Décision du fonctionnaire délégué

Projet: Construction d'une œuvre d'art sur le rond-point de l'aéroport, rue des
Frères Wright 8 à 6220 HEPPIGNIES

Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de trouver, en annexe, la décision prise concernant la demande de
permis d'urbanisme visée sous objet.

J'adresse par même courrier, copie de la présente décision au Collège communal de
la commune de FLEURUS.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de ma considération
distinguée.

Le Fonctionnaire délégué,

Raphaël STOKIS

Directeur

Responsables des dossiers : Aurélie HOCHART & Muriel LE CLERCQ, Attachées

Responsable de service : Sylvie ROCHEZ, Attachée

Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

http://spw.wallonie.be
N° Vert : 0800 11 901 (Informations générales)



DIRECTION GENERALE OPERATIONNELLE

DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ENERGIE
Rue des Brigades d'Irlande 1, B-5100 Namur (Jambes) • Tél. : 081 33 24 05 • Fax : 081 33 24 42



Service public de Wallonie

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE
Direction extérieure de HAINAUT II

ANNEXE 12 - FORMULAIRE G

Personnes de droit public ou actes et travaux d'utilité publique

Décision d'octroi du permis d'urbanisme

Nos réf.: F0414/52021/UCP3/2011/19/PP/211997

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en vigueur;

Vu le décret du 27 mai 2004 et l'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2005 portant respectivement codification de la partie décrétable et de la partie réglementaire des dispositions du Livre 1^{er} du Code du droit de l'environnement;

Vu l'avis de principe en date du 06/09/2010, sous référence: F0413/52011/VIS3/2010.111/AP 12, à KPN GROUP BELGIUM, en vue de l'aménagement d'un rond point situé à Gosselies;

Considérant que BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis rue des Frères Wright 8 à 6220 HEPPIGNIES, cadastré HEPPIGNIES: B*68 k *69 k *64 f ayant pour objet: Construction d'une œuvre d'art sur le rond-point de l'aéroport;

Considérant que la demande complète de permis a été adressée au Fonctionnaire délégué de la DIRECTION DU HAINAUT II de la Direction Générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie, en date du 11/10/2011;

Considérant que l'objet de la demande se situe dans le périmètre de servitude aéronautique;

Considérant que l'objet de la demande se situe sur la courbe de bruit B' de 65 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement;

Considérant que conformément à l'article D.68 §1^{er} du livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier de demande de permis, a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Considérant qu'il résultait des caractéristiques du projet, de son impact sur l'environnement pris au sens large, de sa localisation, qu'il n'y avait pas lieu de requérir la réalisation d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement, qu'en outre le dossier permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante les divers impacts du projet;

Considérant que la demande de permis a été soumise aux mesures particulières de publicité conformément à l'article 330 13° du C.W.A.T.U.P.E.;

Considérant que l'enquête publique a été réalisée du 20/12/2011 au 03/01/2012;

Considérant que cette enquête publique n'a donné lieu à aucune réclamation;

Considérant que l'avis du Collège communal de et à FLEURUS, sollicité en date du 16/11/2011 et réceptionné en date du 23/01/2012 est favorable conditionnel et libellé comme suit: *" Respecter les plans approuvés ainsi que les prescriptions du M.E.T "*;

Considérant que l'avis de la DGO "Routes et Bâtiments" - Direction des Routes, sollicité en date du 16/11/2011 et réceptionné en date du 03/12/2011 est favorable;

Considérant que l'avis de BELGO CONTROL, sollicité en date du 16/11/2011 et réceptionné en date du 25/11/2011 est favorable conditionnel et libellé comme suit: *" L'usage d'une grue ou de tout autre matériel de levage ne pourra dépasser la hauteur maximale autorisée de 14m AGL (Above Grond Level) ou devra faire l'objet d'une demande séparée dans un délai de 2 mois avant le début des travaux au service Urbanisme de Belgocontrol "*;

Considérant que le projet est relatif à des travaux d'aménagement de voirie ; qu'il consiste plus précisément en la réalisation d'une œuvre d'art sur un giratoire existante entre la rue d'Heppignies et la rue Charles Lindbergh à proximité de l'aéroport ainsi que l'implantation de trois panneaux type totem préfabriqués le long de la rue Charles Lindbergh et de deux panneaux au sol reprenant le nom de l'œuvre et le nom de l'artiste;

Considérant que l'œuvre est composée de trente colonnes métalliques de 5m et de 6m de hauteur au sommet desquelles sont fixés des lettrages réalisés en aluminium perforé; que ces colonnes seront disposées de manière concentrique au centre du rond-point sur un talus de 180 cm de haut par rapport à la voirie;

Considérant que le projet se situe sur une voirie publique de la Région classée en réseau interurbain (RESI);

Considérant qu'une enquête publique a été réalisée sur base de l'article 330 13° et n'a suscité aucune réclamation; que l'objectif de ce projet est de marquer l'entrée dans le domaine de l'aéroport; que des plantations sont prévues dans les zones entre les différentes colonnes; que le projet requalifie l'espace public et plus largement l'entrée sur le site de l'aérogare ;

Au vu de ce qui précède;

DECIDE

Article 1^{er} : Le permis d'urbanisme sollicité par BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA est **octroyé**.

Le titulaire du permis devra respecter les conditions suivantes:

- Respecter les plans joints en annexe;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers.

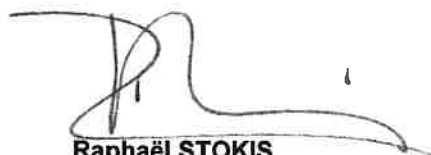
Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de FLEURUS.

Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

A CHARLEROI, le
Le fonctionnaire délégué

17 FEV. 2012



Raphaël STOKIS
Directeur

Responsables des dossiers: Aurélie HOCHART & Muriel LE CLERCQ, Attachées

Responsable de service: Sylvie ROCHEZ, Attachée

Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

Extraits du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie

1) VOIES DE RECOURS

Art. 127. § 6. Le demandeur et le collège communal peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé à l'article 127, § 4, alinéa 2.

2) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

3) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 86. § 1^{er}. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§2. Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si la réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

4) PROROGATION DU PERMIS

Art. 86. §3. A la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'article 86, § 1^{er}.

La prorogation est accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué.

5) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Art. 139. Selon les dispositions que peut arrêter le Gouvernement, dans le délai de soixante jours à dater de la requête que le titulaire du permis ou le propriétaire du bien adresse simultanément au collège communal et au fonctionnaire délégué, il est dressé une déclaration certifiant que :

- 1° les travaux sont ou ne sont pas achevés dans le délai endéans lequel ils devaient être achevés ;
- 2° les travaux ont ou n'ont pas été exécutés en conformité avec le permis délivré.

Si les travaux ne sont pas achevés dans le délai ou ne sont pas conformes au permis délivré, la déclaration doit, selon le cas, contenir la liste des travaux qui n'ont pas été exécutés ou indiquer en quoi le permis n'a pas été respecté

6) MODALITES AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

Art. 137. Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal.

Il est dressé procès-verbal de l'indication.